



TNS Sofres

En partenariat avec

Le Monde

La perception par les Français des inégalités dans la société



LE BAROMÈTRE DE LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE

DOSSIER DE PRESSE



SOLIDARITÉ / ÉGALITÉ / CITOYENNETÉ / LAÏCITÉ

www.lespep.org

SOMMAIRE



- **Communiqué de presse.....p3**
- **Note de synthèse TNS Sofres- Baromètre « Société inclusive ».....p4**
- **Présentation des PEP :p9**

Contacts presse :

Majda Zeroual - communication@lespep.org - 01.41.78.92.82

Bernard Abouaf - bernardabouaf@yahoo.fr - 06.52.68.52.38

Communiqué de presse

De la Fédération Générale des PEP

Créteil, 17 novembre 2014

La perception par les Français des inégalités dans la société

**Premier Baromètre de « la Société inclusive »
à l'initiative de la Fédération Générale des PEP
réalisé par TNS Sofres en partenariat avec *Le Monde***

Le Monde daté du 18 novembre 2014 publie les résultats de l'étude d'opinion sur la « Société inclusive » réalisée par TNS Sofres à la demande de la Fédération Générale des PEP.

Après avoir joué un rôle important pour l'inscription du concept d' « Ecole inclusive » dès l'article 1 de la Loi pour la Refondation de l'Ecole de la République (pour la première fois en France), la Fédération Générale des PEP a souhaité réaliser un baromètre annuel sur l'état d'appropriation par l'opinion de ce concept au niveau de l'ensemble de la société.

La première édition du Baromètre confirme une forte perception du caractère très inégalitaire de la société française et une connaissance encore faible du concept de « Société inclusive ». Elle apporte de riches informations sur les principales valeurs qui devraient caractériser cette société : Egalité, Solidarité et Respect, et sur les principaux acteurs identifiés pour la construire : l'Ecole, l'Etat, et les associations.

En cette semaine de l'emploi des personnes en situation de handicap, la parution du baromètre de la « Société inclusive » souligne que le premier domaine d'inégalité perçu par les Français est l'emploi.

Ce ressenti est plus particulièrement important concernant les personnes en situation de handicap et les habitants des quartiers sensibles.

Face à cela, l'Ecole, l'Etat, et les associations sont considérés comme les principaux acteurs permettant de lutter contre cette situation.

Concernant l'Ecole, les apports de l'inclusion sont vécus de façon positive puisque près d'un Français sur deux privilégie une scolarisation partagée entre un milieu scolaire ordinaire et une éducation spécialisée pour les enfants présentant des troubles physiques, psychiques ou mentaux.

Les données annuelles du baromètre de la « Société inclusive » permettront au réseau national des PEP d'affiner les objectifs de ses actions de transformation sociale pour le droit et l'accès de tous à l'éducation, à la culture, à la santé, aux loisirs, au travail et à la vie sociale.

L'édition 2015 sera enrichie par des déclinaisons régionales qui seront intégrées à la préparation et à la tenue des Rencontres PEP 2015, avec pour thématique « Agir pour une société inclusive » au Palais Brongniart, du 10 au 12 Décembre 2015.



TNS Sofres

La société inclusive

Note de synthèse

Les PEP

Auteurs TNS SOFRES

Emmanuel RIVIERE
Eddy VAUTRIN-DUMAINE

Octobre 2014
48UL60 © TNS

Cette note a été rédigée dans le respect des procédures Qualité de TNS Sofres.

Elle a été validée par :

Emmanuel RIVIERE
Directeur de département



*Appréhender la question de la « société inclusive » nécessite de dresser un état des lieux des inégalités – perçues ou vécues – mais aussi des acteurs et des moyens permettant de s’en approcher. Ce sont autant d’éléments clés dans les **programmes de réflexion** des PEP mais aussi dans leur volonté de **s’adresser au plus grand nombre**.*

Le constat d’une société française inégalitaire

Alors que l’égalité fait partie de la devise républicaine, **plus de trois quarts des Français (78%) considèrent que la société française est inégalitaire** et près d’un tiers vont même jusqu’à la trouver très inégalitaire (30%). Ce constat est particulièrement partagé par les Français possédant un diplôme inférieur au baccalauréat (82%, + 4 points).

Conséquence d’une société jugée inégalitaire les aspirations individuelles semblent ne pas pouvoir être satisfaites. Ainsi **près de 8 Français sur 10 (79%) jugent qu’il est difficile pour chaque individu de trouver la place qu’il mérite et de réaliser ce qu’il souhaite dans la vie**.

Les inégalités jugées les plus graves concernent avant tout l’accès à l’emploi, aux soins et au logement puisque respectivement 65%, 58% et 56% des personnes interrogées les considèrent comme graves. Si celles-ci préoccupent les Français c’est aussi parce qu’elles sont **vécues au quotidien**. Ainsi les inégalités d’accès à l’emploi et au logement dans un premier temps puis aux soins s’imposent comme les inégalités les plus répandues pour respectivement 67%, 60% et 49% des Français.

Massivement confrontés au chômage et à la crise du logement, les **18-24 ans jugent encore plus durement les inégalités d’accès à l’emploi et au logement** puisqu’ils sont respectivement 73% et 59% à les considérer comme graves.

Dans ce contexte, **une large majorité de Français (60%) considère qu’il faut lutter au maximum contre les inégalités entre tous les individus**. C’est particulièrement le cas des personnes possédant un diplôme inférieur au baccalauréat (68%). A cet égard, **plus de 6 Français sur 10 (65%) considèrent qu’aujourd’hui il est important de prendre en compte les spécificités de chaque individu** pour l’aider en fonction de ces spécificités.

Un rapport à l’égalité singulier chez les 18-24 ans

Face aux inégalités et aux moyens d’y remédier, **la position des jeunes est singulière mais aussi paradoxale**. Parce que cela correspond à leur quotidien, ils sont en effet plus nombreux à considérer que la société française est inégalitaire (82%, soit 4 points de plus que la moyenne) et à considérer que l’emploi est une inégalité grave (73%, 8 points de plus que la moyenne).

Moins fatalistes et plus individualistes, ils sont toutefois **plus nombreux que la moyenne à considérer que chacun a la possibilité de trouver la place qu’il mérite et de réaliser ce qu’il souhaite dans la vie** (31%, contre 19%

en moyenne). Cette importance accordée au mérite individuel se lit également à travers **l'acceptation plus importante à l'égard des inégalités entre les individus si celles-ci sont fondées sur le mérite** (38%, pour 32% en moyenne). Nonobstant, si à leurs yeux la société est inégalitaire, s'ils sont plus confiants que leurs aînés sur la possibilité de chacun à y prendre part en adoptant une posture plus individualiste, les 18-24 ans acceptent davantage les inégalités fondées sur le mérite **à condition que l'égalité des droits soit assurée par tous et sans prendre en compte les spécificités de chacun** (40%).

Afin d'assurer l'égalité des chances les Français considèrent que **des efforts particuliers doivent être faits avant tout en direction des personnes ayant très peu d'argent** (45%) puis des **personnes souffrant d'un handicap moteur** (34%) ou **habitant dans un quartier où l'insécurité est forte** (32%). Si les situations nécessitant des efforts en matière d'égalité des chances font l'objet d'un relatif consensus, les sympathisants de droite se révèlent plus favorables que la moyenne à des actions en faveur des situations de handicaps qu'ils soient moteurs (37%), ou sensoriels (35%) mais aussi d'isolement géographique en zones rurales (30%). Les sympathisants de gauche pour leur part, se déclarent particulièrement demandeurs pour que des efforts soient faits à l'égard des situations de pauvreté (55%), de résidence dans des zones où l'insécurité est forte (35%), ou bien en direction des étrangers en situation régulière sur le territoire (14%) ou envers des personnes issues de l'immigration (16%).

La société inclusive encore loin de la réalité française

Dans ce contexte, la « société inclusive » reste un **terme peu connu des Français** qui sont un peu plus d'un tiers à en avoir déjà entendu parler (38%) dont 1 sur 10 (10%) voit de quoi il s'agit.

La société inclusive définie comme une « société sans privilèges qui a le souci d'intégrer tous ses membres, qui garantit à chacun d'eux la possibilité de se réaliser en veillant à ce que la solidarité et le respect des autres soient garantis » ne semble **pas correspondre à la réalité de la société française pour plus de 8 Français sur 10** (81%).

Les **valeurs** qui la caractérisent sont, pour une majorité de Français, d'abord **l'égalité** (56%) et la **solidarité** (50%) puis le **respect** (47%), la justice (38%), l'équité (37%), la liberté (23%) et enfin la laïcité (21%), la fraternité (20%) et l'émancipation (5%). Même si la **laïcité** est peu identifiée aux valeurs de la « société inclusive », elle n'en demeure pas moins un **élément important de l'identité en France pour plus de 8 Français sur 10** (88%) voir **essentiel pour plus d'un tiers** (37%). C'est notamment le cas auprès des sympathisants de gauche (43%), des 65 ans et plus (43%) mais aussi des diplômés de l'enseignement supérieur (42%).

Pour que la société française corresponde davantage à l'idéal de la « société inclusive » des attentes sont exprimées. Les **acteurs** identifiés comme les plus à même de la réaliser sont **d'abord l'Ecole** (44%) notamment pour les personnes diplômées de l'enseignement supérieur (50%) et **l'Etat** (42%). Viennent ensuite

les associations pour un peu moins d'un tiers d'entre eux (29%) puis l'Entreprise (16%), les partis politiques (11%), les media (8%) et enfin les syndicats (7%). **Dans le détail, la perception des acteurs d'une « société inclusive » se lit à travers une lecture générationnelle.** Ainsi les 65 ans et plus citent davantage acteurs traditionnels que sont l'École (51%) et les associations (37%) sont davantage cités par les tandis que les 18-24 ans leur préfèrent des acteurs moins institutionnels tels que les media (24%) ou l'Entreprise (18%) au détriment des associations (18%) et des partis politiques (8%). Si l'École est perçue comme l'acteur le plus capable de participer à la construction d'une « société inclusive », ce **sont les recruteurs dans les entreprises qui doivent être particulièrement vigilants en matières de discriminations pour une majorité de Français (63%)** et plus encore auprès des 25-34 ans (66%) qui sont sans doute les premiers concernés lors de leur entrée sur le marché du travail. Viennent ensuite les enseignants (51%), les hommes politiques (49%), les forces de l'ordre (48%) et enfin les bailleurs et les acteurs du logement (44%).

La « société inclusive » à l'école

Entre 2012-2013, 225 563 enfants en situation de handicap ont été scolarisés dans les écoles et établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, soit une augmentation de 91,4% par rapport à 2006-2007 et à une progression annuelle moyenne de plus de 15%. De plus, la loi pour la refondation de l'École de la République a reconnu pour la première fois en France le principe d'une École inclusive sur le modèle d'une « société inclusive ». A ce sujet **près de la moitié des Français (48%) privilégie une scolarisation partagée entre un milieu scolaire ordinaire et une éducation spécialisée** pour des enfants souffrant de troubles physiques, psychiques ou mentaux tandis qu'ils sont près d'un quart (24%) à préférer une prise en charge spécialisée dans une école ordinaire. C'est notamment le cas des parents ayant au moins un enfant scolarisé (31%, soit 7 points de plus que la moyenne). Enfin, 22% des personnes interrogées préféreraient une scolarisation dans une structure d'éducation spécialisée.

Pour une **majorité de Français, la scolarisation d'élèves en situation de handicap psychique (56%) ou moteur (60%) constitue pour le reste de classe une ouverture d'esprit** alors qu'à l'inverse, **la scolarisation d'élèves ne maîtrisant pas le Français constitue pour 41% d'entre eux une difficulté d'apprentissage** versus 27% qui considèrent qu'il s'agit d'une ouverture d'esprit. Dans le détail, les sympathisants de droite (57%) ainsi que les 65 ans et plus (54%) sont plus nombreux à considérer qu'il s'agit d'une difficulté d'apprentissage tandis que les sympathisants de gauche (41%), les 18-24 ans (35%) et les CSP + (32) sont plus nombreux à considérer qu'il s'agit d'une ouverture d'esprit.

Des mesures, pour la plupart, consensuelles en faveur d'une « société inclusive »

La majorité des mesures pouvant permettre d'aller vers une « société inclusive » suscite l'approbation d'une majorité de Français. Près de trois quarts d'entre eux se disent ainsi favorables à la généralisation des formations à distance pour les enfants ne pouvant pas se déplacer pour des raisons de santé (90%), à un accompagnement médico-social au sein des classes ordinaires pour les enfants en ayant besoin (87%), à l'adaptation des temps de scolarisation en fonction de l'état psychologique de l'enfant (83%) ou bien à l'accueil et l'accompagnement d'enfants dont les parents ne disposent pas de logement fixe (72%) ou le fait de s'assurer avant leur adoption que tous les projets de loi prennent en compte l'intégration des minorités (68%). Cependant **une mesure semble cliver les Français : la mise à disposition de formulaires administratifs en langue étrangère pour les personnes ne maîtrisant pas correctement le Français.** Plus d'un quart (26%) des personnes interrogées se disent tout à fait défavorables à cette mesure. C'est notamment le cas auprès des sympathisants de droite (42%), des habitants de zones rurales (31%) ou des ouvriers (30%).

Fiche technique

Enquête réalisée pour : La fédération des PEP

Dates de terrain : 1^{er} au 7 octobre 2014

Enquête réalisée **par Internet** auprès d'un **échantillon de 1002 personnes** issues d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence) après stratification par région et catégorie d'agglomération.





Les PEP, un réseau engagé pour une « Société inclusive » de la petite enfance aux seniors

Les PEP sont depuis près d'un siècle des acteurs dynamiques de la vie associative française, au service de la justice sociale. Le mouvement PEP, depuis sa création, s'est considérablement développé et transformé, mais il reste fidèle au socle de ses valeurs fondatrices inscrites au cœur du projet politique républicain : solidarité, égalité, laïcité. Il se définit aujourd'hui comme un opérateur de la transformation sociale.

Les PEP, mouvement reconnu d'utilité publique, est un réseau associatif de 22000 salariés et est présent sur l'ensemble du territoire ainsi que dans les DOM. Il est composé d'une fédération générale, de 92 associations départementales et de 23 unions régionales.

Le réseau PEP mène des actions dans plusieurs domaines : les vacances et loisirs, les politiques éducatives de proximité, le social et le médico-social, et ce de la petite enfance aux familles, aux adultes et aux personnes âgées dépendantes.

Les PEP accompagnent chaque année 1 300 000 enfants, adolescents, adultes et leurs familles, dont plus de 90 000 enfants, adolescents et adultes en situation de handicap dans plus de 1000 établissements, services et dispositifs sociaux et médico-sociaux (IME- institut médico-éducatif, ITEP-institut thérapeutique, éducatif et psychologique...).

La Fédération Générale des PEP mène sur l'ensemble du territoire des actions transversales à l'ensemble de ses champs de compétence, aspirant à favoriser l'émergence d'une « Société inclusive », c'est-à-dire une société ayant le souci d'intégrer tous ses membres et garantissant à chacun d'eux la possibilité de se réaliser.

Pour en savoir plus, cliquez sur les vignettes de nos dossiers de presse.



Les PEP agissent pour la formation et l'emploi des personnes en situation de handicap



Les PEP agissent contre l'illettrisme



Le site institutionnel des PEP : www.lespep.org



60 de structures et dispositifs petite enfance dont 36 Centres d'Action Médico Sociale Précoce (CAMSP) : www.lesptitspep.com



Un site de réservation en ligne de séjours de vacances pour les enfants et les familles. : www.pep-decouvertes.fr